



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 353 - 9 mars 2023



ÉDITO



Marie-Anne Barbat-Layani,

Présidente de l'Autorité des marchés financiers (AMF) : protection de l'épargnant, finance durable, innovation, attractivité : des enjeux forts pour l'AMF en 2023.

[Lire la suite](#)



Institutions

3^{ème} rapport du Conseil d'orientation des infrastructures

Le Conseil d'orientation des infrastructures a remis le 24 février 2023 son troisième rapport à la Première ministre en lui présentant plusieurs scénarii de planification des investissements dans les infrastructures de transports.

[Lire la suite](#)

Juridictions

Lanceur d'alerte en matière d'évasion fiscale – Arrêt CEDH

Par un arrêt de Grande Chambre du 14 février 2023 (n° 21884/18), la Cour européenne des droits de l'homme constate la violation de la liberté d'expression d'un lanceur d'alerte français ayant dénoncé une pratique d'accords fiscaux passés entre son employeur, société d'audit, de conseil fiscal et gestion d'entreprise et l'Etat luxembourgeois.

[Lire la suite](#)

Code de déontologie des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

Un code de déontologie des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation a été publié au *Journal officiel* de la République française du 2 mars 2023.

[Lire la suite](#)

Non-exigence de motifs individualisés pour autoriser une mise sur écoute téléphonique

La Cour de justice de l'Union européenne considère, par un arrêt du 16 février 2023 (C-349/21), qu'une autorisation judiciaire de mise sur écoute téléphonique, à partir d'un modèle préétabli, peut ne pas contenir de motifs individualisés dès lors qu'il est possible, par une lecture croisée, de s'assurer que la demande des autorités pénales est motivée et circonstanciée.

[Lire la suite](#)

 **Commande
publique** 

En cas de reprise du personnel, le titulaire sortant commet une faute en ne communiquant pas l'évolution de la masse salariale, information essentielle à l'élaboration des offres et qu'il est le seul à connaître

En cas de renouvellement d'un marché dont les contrats de travail liés à sa réalisation doivent être repris par l'attributaire, le titulaire sortant a l'obligation de communiquer spontanément au pouvoir adjudicateur les informations essentielles à l'élaboration des offres par les candidats, et notamment l'évolution prévue de la masse salariale, qu'il est le seul à connaître, sous peine de commettre une faute de nature à engager sa responsabilité.

[Lire la suite](#)

Le Conseil d'Etat précise que les actes d'approbation d'un contrat peuvent être annulés par voie de conséquence de ce qui a été jugé sur le recours formé contre le contrat

Le Conseil d'Etat précise que les actes d'approbation du contrat, dont les vices propres peuvent être contestés par les tiers par la voie du recours pour excès de pouvoir et sous réserve que les actes en cause ne participent pas au processus de conclusion du contrat, peuvent être annulés par voie de conséquence de ce qui a été jugé sur le recours formé contre le contrat.

[Lire la suite](#)

Un opérateur définitivement exclu d'une procédure de sélection peut être privé de la possibilité de contester le refus du pouvoir adjudicateur d'annuler la décision d'attribution d'un marché

Le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la directive 89/665 ne fait pas obstacle à ce qu'une personne qui a définitivement été exclue de l'attribution d'un marché par une décision juridictionnelle ayant acquis l'autorité de la chose jugée antérieure à la décision d'attribution, puisse être privée de la

possibilité de contester le refus du pouvoir adjudicateur d'annuler la décision d'attribution du marché, alors même que les candidats au marché, dont l'attributaire, ont participé à une entente.

[Lire la suite](#)



Finances publiques

Rapport de la Cour des comptes sur les taxes foncières

Les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, acquittées tant par les professionnels que par les particuliers, constituent un pilier de la fiscalité locale. Leur gestion s'inscrit en outre dans un contexte marqué par une succession de réformes de la fiscalité locale. Bien que dynamiques, ces ressources locales demeurent complexe à établir.

[Lire la suite](#)



Marchés

Rapport de la Cour des comptes sur l'évolution du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux

Le dispositif français de lutte contre le blanchiment de capitaux associe de nombreux acteurs publics et privés. Si la France a su renforcer son cadre législatif pour permettre une meilleure lutte contre le blanchiment, le pilotage de cette politique publique reste encore à parfaire.

[Lire la suite](#)

Validation des saisies réalisées par l'Autorité de la concurrence

La Cour de cassation, par un arrêt du 21 février 2023, étend aux agents de l'Autorité de la concurrence sa jurisprudence relative aux visites diligentées par les agents de l'Autorité des marchés financiers pour procéder à des saisies d'ordinateurs et de téléphones en application de l'article L. 450-4 du Code de commerce.

[Lire la suite](#)



Entreprises



Présence de La Poste dans les territoires : contrat pour 2023-2025

L'Etat, représenté par le ministre de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, a signé le 6^{ème} contrat de présence postale dans les territoires pour 2023-2025 avec La Poste et l'Association des maires de France.

[Lire la suite](#)



**Questions
sociales**



Précisions jurisprudentielles sur la contiguïté du repos journalier et hebdomadaire

La Cour de justice de l'Union européenne, saisie par une cour de justice hongroise, s'est prononcée par un arrêt du 2 mars 2023 en faveur de la contiguïté entre le repos journalier et le repos hebdomadaire, les deux droits étant indépendants l'un de l'autre.

[Lire la suite](#)



Avis de la CNIL sur la carte Vitale électronique (e-carte Vitale)

Dans le prolongement d'une expérimentation menée depuis 2019, le dispositif de carte Vitale électronique (via une application « e-carte Vitale ») sera proposé à tous les assurés sociaux d'ici fin 2025. Un avis rendu par la CNIL revient sur ce dispositif et ses usages.

[Lire la suite](#)

Transformation du secteur de la connectivité de l'Union européenne

Afin de transformer le secteur de la connectivité de l'Union européenne, la Commission européenne a présenté, le 23 février 2023, une proposition de règlement sur les infrastructures à haut débit, un projet de recommandation et une consultation exploratoire sur l'avenir du secteur et de ses infrastructures.

[Lire la suite](#)

Devenir enseignant : la formation initiale et le recrutement - Rapport de la Cour des Comptes

Le rapport public thématique de la Cour des comptes du 1^{er} février 2023 intitulé « Devenir enseignant : la formation initiale et le recrutement des enseignants des premiers et second degrés » analyse l'attractivité du recrutement des enseignants ainsi que la qualité de leur formation initiale.

[Lire la suite](#)

SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)

Partager



La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Sébastien Brisard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Audrey Ferdinand, Marie-France Koeffler/ Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : Marthe Lemelle.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)